

# Journée d'action antiraciste 5 juillet 2002 à Berlin

Les réfugiés de la République fédérale d'Allemagne sont soumis à des restrictions juridiques de toutes sortes. Ils ne sont pas autorisés à travailler et reçoivent une aide prioritaire sous forme de prestations en nature. Ils sont regroupés au sein de logements communs et ne peuvent quitter l'arrondissement où ils sont inscrits ("obligation de résidence"/Residenzpflicht).

Berlin et le Brandebourg font à nouveau figure de pionniers dans le domaine du racisme étatique; les prestations en nature prennent ici la forme discriminatoire de cartes à puce utilisables dans très peu de magasins, chers de surcroît. Lorsque les accords de coalition du gouvernement berlinois rouge/rouge ont été rendus officiels il a alors semblé qu'une substantielle amélioration de la politique d'accueil des réfugiés était en cours. Malheureusement, la réalité est tout autre et c'est pourquoi nous organisons une manifestation contre la politique raciste du gouvernement rouge/rouge et tout spécialement contre Madame le sénateur des affaires sociales Knake-Werner (PDS).

Actuellement l'administration des affaires sociales projette d'installer les demandeurs d'asile et les réfugiés de guerre civile, dans des bâtiments vides et menacés de destruction dans les quartiers de l'est. Madame le sénateur PDS Heidi Knake-Werner veut donc appliquer une décision prise au sein de la grande coalition. À première vue, ceci représente une amélioration en ce qui concerne la politique de logements en foyers, mais c'est aussi malheureusement un pas de plus vers un durcissement de la stigmatisation des réfugiés qui dure depuis déjà longtemps. L'hébergement dans des bâtiments totalement vides complique l'intégration et conduit à une ghettoisation dans les banlieues urbaines. Une fois de plus, les réfugiés sont exclus et utilisés comme instruments par des sociétés immobilières surendettées. Utilisés par l'état, isolés de la population et exposés aux attaques nazies, les réfugiés à Berlin sont complètement mis de côté.

Le système de cartes à puce continue à être utilisé à Berlin et dans le Brandebourg; ce système porte préjudice aux réfugiés car il détermine quand, dans quels magasins et à quel prix doivent être achetées les denrées alimentaires. De la même façon aucun argent liquide ne peut être économisé pour des choses aussi importantes que des honoraires d'avocat entre autres. Qui a une fois fait des courses avec un réfugié connaît les insultes racistes plus courantes qu'on ne le croit proférées par les caissières, gérants de filiales et autres concitoyens. La prolongation du contrat entre Madame le sénateur des affaires sociales Knake-Werner et la société SODEXHO/PASS empêche les réfugiés de recevoir leurs prestations en espèces et d'acheter dans des chaînes de magasins bon marché n'acceptant pas la carte à puce. Cette politique permet à des entreprises telles que SODEXHO/PASS et ACCOR de gagner des millions d'argent sale.

La rétention est la mesure la plus inhumaine de toute la liste de lois spéciales et racistes. Malgré les "petites améliorations" décidées en septembre 2001 (pas de détention pour les femmes enceintes et les mineurs, mur de séparation dans les douches), rien n'a été appliqué jusqu'ici. Dans les prisons de rétention (précédant l'expulsion) de Berlin et du Brandebourg, à Grünau (Berlin-Köpenick) et Eisenhüttenstadt (Brandenburg), bien plus de 500 personnes sont actuellement en détention. Ces personnes n'ont commis d'autre crime que celui de fuir vers l'Allemagne. À côté de la fonction initiale qui est la préparation à l'expulsion, la rétention est surtout utilisée en tant que mesure carcérale pour acquisition de passeport ou contrainte par corps. Telle est la réalité en République fédérale d'Allemagne où des personnes n'ayant commis aucun délit et n'ayant pas été condamnées sont incarcérées plusieurs mois durant.

Ces exemples démontrent que le PDS, sous ses apparences antiracistes, avait juste pour intention de se vendre en vue des élections. Parallèlement à loi raciste sur l'immigration, le projet de logement des réfugiés dans de vieux

immeubles et la ghettoisation qui en découle, n'est qu'une mesure cynique relative au logement en appartements des réfugiés tel qu'il a été annoncé. Avec cette politique le PDS s'est lui-même frayé un chemin, et ce, de manière irrévocable, vers "l'enclave rassiste"; et c'est pourquoi nous lui décernons "LA CARTE ROUGE ANTIRACISTE". Nous n'évaluons pas la politique du PDS à ses promesses mais aux réels changements apportés. Mais, malheureusement, ceux-ci ne signifient rien de bon pour les réfugiés vivant en République fédérale d'Allemagne.

C'est pourquoi nous appelons à une journée d'action antiraciste le 5 juillet 2002 ! Le matin à 11h, devant le siège de l'administration des affaires sociales (Sozialverwaltung), au numéro 106 de la Oranienstraße, nous voulons décerner à Madame le sénateur des affaires social Knake-Werner "la carte rouge antiraciste". Venez tous, et montrons à Madame le sénateur que nous ne sommes pas prêts à nous la laisser se foutre de nous. À 16h30, nous appelons à une grande manifestation, colorée et bruyante, pour montrer à Monsieur le Régnant à Berlin que nous ne voulons pas de cela! Nous allons porter notre protestation haut et fort à travers les rues et manifester pour une égalité des droits pour tous ! Venez tous, en grand nombre! Rendez-vous à 16h30 devant l'université Humboldt / Humboldt Universität, sur l'avenue Unter den Linden 6, avec concert de clôture sur la Heinrichplatz, à Kreuzberg. Sur la Heinrichplatz, nous manifesterons encore notre colère pour le traitement raciste imposé aux migrants; musicalement, nous serons soutenus par les groupes "Flexicute" de Berlin, "Kommando Victor Zoy" de Postdam et il y aura bien sûr aussi quelques bons discours et une nourriture délicieuse.

Nos

revendications:

- \* **Suppression de la loi sur les prestations aux demandeurs d'asile**
- \* **Fin de l'obligation de résidence**
- \* **Fermeture des prisons de rétention**
- \* **Libération de tous ceux qui y sont enfermés**
- \* **Abolition de toutes les lois spéciales concernant les immigrés et les réfugiés**

La journée d'action antiraciste est soutenue par: AGIP [Antifaschistische Gruppe im Prenzlauerberg], AIM [Antifa in Moabit], ARI [Antirassistische Initiative], "AusländerInnen"Liste der FU, AUTOPOOL, f.e.l.S. [für eine linke Strömung], FFM [Forschungsstelle Flucht und Migration], Flüchtlingsinitiative Brandenburg, Initiative gegen Abschiebehaft, Gruppe Sabotage, Initiative gegen das Chipkartensystem, JungdemokratInnen/Junge Linke (Berlin), KMI [Kein Mensch ist illegal], Komitee zur Unterstützung der politischen Gefangene im Iran/Berlin, Prof. W.-D. Narr,

V.i.s.d.P: Martina Müller, Alle der Kosmonauten 3, Berlin